



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

29/02/2024

La gauche et le soutien aux Palestiniens : un énorme hiatus **La critique ordinaire contre les défenseurs de la Palestine**

Il est interdit de critiquer le régime sioniste en Allemagne

En matière de répression du discours anticolonialiste et antisioniste, l'Allemagne n'a rien à envier à la France. Lors du palmarès du festival de cinéma « *La Berlinale* », le cinéaste américain Ben Russell est monté sur scène en portant un keffieh palestinien et en dénonçant le génocide perpétré par Israël. Aux côtés du Palestinien Basel Adraa, journaliste et habitant de Masafer Yatta en Cisjordanie occupée, le réalisateur et journaliste israélien Yuval Abraham a dénoncé la colonisation israélienne lors de la même remise de prix. Dans son discours de remerciements, Yuval Abraham a déclaré : « *Nous nous tenons devant vous, Basel et moi avons le même âge. Je suis israélien, Basel est palestinien. Dans deux jours, nous retournerons sur une terre où nous ne sommes pas égaux* », a déploré Abraham ; « *Je vis sous une loi civile et Basel sous une loi militaire. Nous vivons à 30 minutes l'un de l'autre, mais j'ai le droit de vote. Basel n'a pas le droit de vote. Je suis libre de me déplacer où je veux dans ce pays. Basel est, comme des millions de Palestiniens, enfermé dans la Cisjordanie occupée* », a-t-il poursuivi ; « *Cette situation d'apartheid entre nous, cette inégalité, doit cesser* ».

Les réactions des sionistes et de leurs partisans n'ont pas tardé autour du thème éculé du soi-disant caractère antisémite de toute critique de l'État d'Israël. Yuval Abraham est traité d'antisémite et devenu la cible d'insultes et de menaces de mort.

Le maire de Berlin, Kai Wegner, de la CDU, qui s'est particulièrement fait remarquer par son soutien à la politique génocidaire des sionistes, a déclaré : « L'antisémitisme n'a pas de place à Berlin, et cela vaut aussi pour les artistes [...] Ce qui s'est déroulé hier à la Berlinale a constitué une relativisation insupportable ». La « gauche » allemande n'a pas été en reste. Un député du Parti social-démocrate (SPD), Helge Lindh, a qualifié de « *choquants* » les applaudissements qui ont suivi les discours de Russel et Abraham. « *J'ai honte de voir que, dans mon pays, des gens aujourd'hui applaudissent des accusations de génocide contre Israël* », a-t-il déclaré. Un élu des Verts, Konstantin von Notz, a lui aussi dénoncé « *une honte* » et « *un renversement perfide* » pour les juifs « *du statut de victimes en bourreaux* ». Peut-être que ces gens devraient se renseigner sur ce qui se passe à Gaza, ne serait-ce qu'auprès de la Cour Internationale de Justice, ou auraient dû écouter le discours d'Abraham, qui ne dit que la réalité vécue.

Les discours autorisés dans la France médiatique

En France, le paysage politico-médiatique est presque totalement fermé à quiconque exprime sa solidarité avec le peuple palestinien victime d'un génocide. Et les défenseurs de la cause palestinienne sont également l'objet de menaces, critiques sans fondement et de brimades, par la censure et les condamnations en justice.

Ce qui domine, concernant la situation à Gaza, dans les media, c'est le silence et l'absence quasi-totale d'images, alors que le massacre est perpétré en direct et que les réseaux sociaux regorgent d'images, de vidéos, de témoignages en tous genres. Il est possible, pour certains invités triés sur le volet, de parler de cessez-le-feu, mais à condition de « *rappeler* » la doxa, à savoir que tout a commencé le 7 octobre 2023 dans un ciel serein, de ne surtout pas évoquer la Résistance palestinienne, ni son droit à résister à l'oppression, et encore moins de dénoncer la colonisation ou l'apartheid.

On peut ainsi entendre, notamment à « gauche » et à la direction de la CGT, un discours pour la paix désincarné,

en ce qu'il admet les torts partagés, évite la référence au colonialisme, même s'il dénonce les colonies et qu'il s'accroche à la soi-disant solution à deux États, allant même jusqu'à soutenir les initiatives US, alors que tout le monde sait que les plans qu'ils tracent ne sont surtout pas destinés à voir le jour. Souvent, pour encore mieux vider de son sens la lutte des Palestiniens, on enrobe cela dans un discours général pour la paix. Mélanger les guerres a pour but de cacher la spécificité de celle qui se déroule sur le sol palestinien : ce n'est pas une guerre impérialiste directe comme en Ukraine ou indirecte comme au Soudan ou au Congo, c'est une guerre coloniale. Elle ne peut donc, ni être comparée, ni être mise dans le même sac que les autres guerres que nous connaissons en ce moment.

Ce qui illustre le plus ce discours et celles et ceux qui le portent, ce sont les fiascos répétés des initiatives du « *Collectif pour une Paix Juste et Durable au Proche Orient* », conglomérat de plusieurs dizaines d'organisations dont certaines ont toujours été atlantistes et pro-sionistes qui renvoie dos à dos l'occupant sioniste et le peuple colonisé. Il faut noter que, dans d'autres cadres, intersyndicaux ou associatifs, autour de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS), de Union juive française pour la paix (UJFP) ou du collectif « *Urgence Palestine* », notamment dans des villes moyennes, les rassemblements, qui demandent la fin de l'occupation et de la colonisation, sont bien plus nombreux.

Les idéologues sociaux-démocrates sont de sortie

Et voilà que plusieurs organisations, non contentes de ne pas s'en prendre à l'occupation israélienne, parées d'un soutien auto-proclamé aux Palestiniens, viennent donner la leçon à celles et ceux qui sont réellement engagés dans la défense du peuple palestinien et la solidarité avec le combat de la Résistance.

Le communiqué de l'UJRE

C'est d'abord l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide, qui se met en avant. Cette organisation, pourtant créée durant la Résistance par le PCF, a lentement dérivé depuis la mort de son principal fondateur, l'avocat et sénateur Charles Lederman. Dans un communiqué daté du 23 juin 2009, le bureau de l'UJRE déclare : « *soutient pareillement la légitimité du droit à l'existence d'Israël et le droit des Palestiniens à vivre en paix dans un État souverain, viable, aux frontières sûres et reconnues, et ce, d'autant plus sereinement, qu'à terme, une politique agressive est dangereuse pour la population israélienne elle-même.* ». Voilà qui occulte le fait que c'est la création de l'État d'Israël, proclamée unilatéralement, qui est la cause de la guerre en Palestine, et qui renvoie dos à dos un État colonisateur et un peuple colonisé.

Dans un texte daté du 19 février, l'UJRE s'en prend à l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP), et, avec elle, à tous les authentiques défenseurs du peuple palestinien. Voici d'abord, sommairement, quelle est leur analyse de la situation : « *cet acte barbare [l'attaque du 7 octobre] avait blessé plus de 2 000 personnes, causé la mort de plus de 1 200 militaires et civils, femmes, enfants, personnes âgées et la prise de près de 200 otages, essentiellement des civils, femmes et enfants de diverses nationalités* ». L'UJRE reprend donc sans la contester aucunement, ni même l'interroger, la version officielle de l'État colonisateur d'Israël, la propagande de guerre d'un champion du monde du mensonge : Netanyahu. Elle reprend aussi le qualificatif d'otages, et non de captifs. Nous ne savons pas quel qualificatif elle accorderait aux prisonniers illégaux palestiniens des sionistes, puisqu'elle n'évoque pas cette question. Le communiqué poursuit son « *analyse* » : « *Deux forces d'extrême droite se combattent.* ». Cela permet de qualifier le Hamas d'organisation d'extrême droite, qualificatif pour le moins ambigu, jamais défini et qui semble exporté des discours du monde occidental pour qualifier une situation qui n'est en rien comparable. Mais c'est également le moyen de cacher que le Hamas n'est pas seul à combattre l'armée d'occupation, mais que des organisations marxistes (FPLP et FDLP) participent à ce combat. Enfin, l'UJRE reprend tous les poncifs énoncés par les dirigeants sioniste et les idéologues petits-bourgeois sur la vie à Gaza entre 2006 et 2023 : « *qui tient toute la population de Gaza sous son diktat et dont le rêve absolu est de rayer Israël de la carte en jetant les juifs à la mer. Aucune personne sensée et a minima objective ne peut prétendre que cette organisation milite pour le droit des Palestiniens à disposer d'un État libre et indépendant.* ». Manifestement, contrairement aux militants de l'UJFP, ceux de l'UJRE n'ont pas mis les pieds à Gaza, la prison à ciel ouvert. Dans sa mise au point en réponse, l'UJFP rappelle la réalité que nombre de ses militants ont vécue : « *La société gazaouie était, avant le 7 octobre, pluraliste, vivante, critique, animée par une multitude d'associations de la société civile.* ». En outre, le Parti Révolutionnaire Communistes a, à plusieurs reprises, dénoncé la position des tenants de la primauté idéologique et culturelle de l'occident impérialiste, grands ou petits bourgeois se réclamant d'une prétendue « *idéologie des Lumières* ». Une des déclinaisons de cette primauté est souvent le fait de gens de « *gauche* » qui s'arrogent un droit néocolonialiste à décider, à la place des Palestiniens, qui est une organisation de résistance et qui ne l'est pas.

L'UJRE n'a aucune mission divine ou humaine qui lui permette de décider de cela, à la place des habitants de Gaza et de Cisjordanie, lesquels, manifestement, pensent que, le Hamas de Gaza est un des mouvements de la Résistance palestinienne.

Le communiqué d'un collectif de 50 militants contre *Urgence Palestine* et l'UJFP

Outre l'UJRE, un collectif de 50 personnalités, dont au moins une dizaine du collectif Golem et cinq ou six du parti écologiste, une organisation ultra-européiste et ultra-atlantiste, s'en prend à « *Urgence Palestine* », à l'UJFP et à toutes les organisations qui ont en commun de ne pas avoir qualifié de terroriste l'attaque du 7 octobre. Le collectif Golem est sorti de terre au moment de la soi-disant manifestation contre l'antisémitisme en novembre 2013, initiée par Braun-Pivet et Larcher, en critiquant la présence du RN. Nous avions dit, à l'époque, ce que nous pensions de la réalité de cette initiative, non une marche contre l'antisémitisme, mais une marche de soutien à Israël et à Netanyahu. Dans ce contexte, la présence du RN était logique, celle de tous les pro-sionistes aussi, peut-être était-ce plutôt celle de gens se pensant authentiquement de gauche et favorables à la paix qui était incongrue. Les signataires annoncent « *avoir une solidarité et un soutien tourné vers les Gazaouis* » et accusent « *Urgence Palestine* » d'abriter des antisémites, de faire l'apologie du terrorisme et de reprendre le protocole des Sages de Sion. Comme dans le texte de l'UJRE, la réalité de ce qui se passe en Palestine est absente de ce texte, et, comme le dit l'UJFP à propos des 50 signataires, comme de l'UJRE : « *Nos détracteurs, largement absents du mouvement antiraciste et totalement absents du mouvement de solidarité avec la Palestine, n'ont rien trouvé de mieux à faire en plein génocide à Gaza que de diffamer des juifs antisionistes et des associations de solidarité internationale.* ».

Le début du texte donne le *la* sur la reprise des idées dominantes par les 50 signataires : « *Dès le 7 octobre, nous disposons de nombreuses informations montrant que l'opération menée par les organisations palestiniennes avait visé en grande partie des civils, notamment dans des kibboutzim et au festival de musique Tribe of Nova, avec une tonalité antisémite, pogromiste et exterminatrice caractérisée : massacres systématiques et indifférenciés de civils de tous âges, viols et mutilations, tortures, enlèvements d'otages dont des bébés et des personnes âgées, acharnement sur les cadavres, destruction des maisons...* ». Comme disait Nino Ferre dans « *Le sud* », : « *il ne manque rien !* ». La référence de ces soi-disant informations est un article de Libération, quotidien dirigé par Drahi, un sioniste patenté, qui a choisi son camp depuis le 7 octobre. Nous rappelons que rien ne prouve à cette heure que des viols aient été commis. Nous avons évoqué, à ce sujet, la tendance des organisations féministes petites-bourgeoises à se placer dans un conflit de civilisation (encore la supériorité de l'Occident) et à admettre sans discuter que l'homme arabe est forcément un violeur en puissance, manifestement il en est de même pour les gens de Golem et leurs amis. En outre, il semble, contrairement aux affirmations de Libération et du gouvernement israélien que les majorités des morts israéliens le 7 octobre 2023 étaient des militaires. Enfin, nous rappelons la présence des hélicoptères de l'armée israélienne au-dessus de la rave party et que les images des maisons défoncées dans les kibboutz prouvent à elles seules qu'elles n'ont pas pu être détruites par des armes légères, mais bien par des tirs de chars. Or, qui avait des chars le 7 octobre ? Poser la question, c'est y répondre.

Enfin, reprenant la parole de Macron, nos 50 signataires affirment que « *Le pogrom du 7 octobre constitue pourtant le massacre de Juifs le plus sanglant depuis la Shoah.* ». Forcément, ils se trouvent en désaccord complet avec l'UJFP, qui, répondant à macron affirme : « *Non, monsieur Macron, les victimes de l'attaque du 7 octobre n'ont pas été tuées en tant que juifs/ves. Pour leur malheur hélas, elles ont été tuées en tant que membres d'un État colonial et désormais fasciste* ».

La réponse de l'UJFP

Attaquée par les deux tribunes, l'UJFP a publié une mise au point, qui tient en cinq points.

1. « *Un génocide d'une ampleur inouïe se déroule depuis le 7 octobre contre la population de Gaza. Il y a plus de 40 000 morts ou disparus. [...] Face à cette horreur, une mobilisation soutenue est indispensable pour aider le peuple palestinien à survivre et pour forcer, par nos manifestations et nos actions, les gouvernements complices d'Israël à prendre leurs responsabilités et à sanctionner les génocidaires. Nos détracteurs, totalement absents des mobilisations en soutien au peuple palestinien, ont d'autres préoccupations : dénigrer les Palestiniens et le mouvement de solidarité.* ».

2. « *L'antijudaïsme chrétien, puis l'antisémitisme racial et le génocide nazi font partie de l'histoire européenne. Les Palestiniens ont payé et continuent de payer pour un crime européen. [...] Ils n'amalgament pas Israéliens et juifs. Nous pouvons assurer que, quand on est juif et qu'on va en Palestine, la réponse quasi-unanime est : "nous sommes contre l'occupation, nous n'avons rien contre les Juifs". Nos détracteurs y sont-ils allés ?* ».

3. « *Les ¾ des habitant.es de la bande de Gaza sont des réfugié.es. Ils sont les descendant.es de ceux qui ont été*

victimes d'un nettoyage ethnique prémédité en 1948. Gaza est occupé depuis 1967. Le territoire est bouclé par terre, par mer et par air depuis 17 ans. L'occupant y organise la pénurie d'eau et d'électricité comme il organise aujourd'hui la famine. ».

4. « Alors oui, nous le répétons, le 7 octobre la cocotte-minute a explosé (la phrase est de Michel Warschawski) comme elle avait explosé en Algérie le 1er novembre 1954. C'est l'occupant qui a été attaqué le 7 octobre, pas les Juifs. [...] Le responsable, c'est le régime colonial et suprémaciste israélien, c'est l'occupation. Mais nos détracteurs ne citent pas une seule fois les mots "colonialisme", "occupation", "suprémacisme". ».

5. « Nos détracteurs reprennent le récit des autorités israéliennes sur le 7 octobre. Croire sur parole ce que dit la « Hasbara » est un peu étrange chez des gens qui se disent de gauche. Ce récit a été remis en cause à plusieurs reprises, notamment par les enquêtes de "Haaretz". ».

Le point de vue du Parti Révolutionnaire Communistes

La « gauche » aussi est colonialiste.

Si l'on excepte la valeur que semble donner l'UJFP au concept de gauche, nous sommes en tous points d'accord avec la réponse de l'UJFP. La *gauche* n'est, pour nous, qu'un fer au feu du capitalisme et le clivage droite/gauche n'a pas de pertinence au-delà du fait de distinguer deux conceptions de la poursuite du système capitaliste. Le vrai clivage est entre ceux qui veulent le renverser, l'abolir, les Révolutionnaires et ceux qui veulent son maintien, quitte à le repeindre de toutes les couleurs possibles.

Certains soutiens sincères des Palestiniens pensent qu'il ne peut pas y avoir de sionistes de gauche, parce qu'il n'existe pas de colonialistes de gauche. Certes, depuis le début de son existence, le mouvement sioniste est un mouvement colonisateur, avec son slogan mensonger « *Un peuple sans terre pour une terre sans peuple* », alors que cette terre était occupée depuis des siècles et des siècles par un peuple, dont une proportion non négligeable de descendants des Hébreux, convertis à l'islam. Mais il existe des colonisateurs de « *gauche* ». On peut citer, pour ce qui est de la France, les Radicaux, opposition de gauche aux Républicains Opportunistes à la fin du XIXème siècle, qui, parvenus au pouvoir en 1899, ont maintenu et fait prospérer la colonisation organisée par leurs prédécesseurs et opposants politiques. Ou encore, le gouvernement de Front Républicain, présidé par le Socialiste (de la SFIO) Guy Mollet, et comptant dans ses rangs des Radicaux et des gens de l'UDSR (dont Mitterrand), organisations situées à gauche. Ce gouvernement, choisi pour mettre fin à la guerre d'Algérie, amplifia au contraire le conflit et la répression et organisa notamment la bataille d'Alger, menée par le général Massu pour éradiquer le FLN dans Alger.

Quand-au courant sioniste, il était partagé entre la gauche, avec notamment le parti travailliste et ses dirigeants successifs, David Ben Gourion, Golda Meir, Itzhak Rabin, Shimon Peres et la droite, avec le Likoud de Menahem Begin, Itzhak Shamir, Ariel Sharon (qui le quitta pour créer un parti centriste) Benyamin Netanyahu. La différence fondamentale entre ces deux courants est le rapport au texte fondateur, la Bible. Les premiers l'ont utilisé cyniquement sans y croire, dans une société qui était fortement laïque, voire incroyante et les seconds ont joué à fond la carte religieuse, faisant évoluer l'État sioniste vers un État de plus en plus théocratique.

Cette question non négligeable réglée, il est temps de formuler les conceptions de notre partie et de définir les adversaires à combattre. Dans ce chapitre, nous serons en plein accord avec l'UJFP.

En instrumentalisant l'antisémitisme, on ne défend pas la cause palestinienne, on la combat.

La première question à traiter est celle de l'instrumentalisation de l'antisémitisme. Elle apparaît de deux façons différentes : d'abord la version « *à l'allemande* », dès que l'on critique Israël, on est antisémite. Mais il y en a une autre plus pernicieuse. Voici ce que dit, par exemple, le fameux appel des 50 (Golem/Écolos) : « *Aussi, parler du sionisme comme le fait Urgence Palestine, non pour ce qu'il est, à savoir un mouvement visant à la formation d'un foyer national juif, traversé par des courants allant de l'extrême-gauche anticoloniale à l'extrême droite-fasciste religieuse, mais pour dénoncer le poids du sionisme au niveau mondial s'inscrit dans la continuité d'une rhétorique faisant appel à de nombreux tropes antisémites.* ». Nous passerons sur la caractérisation erronée du sionisme ; comme nous l'avons dit plus haut, le sionisme est un mouvement intégralement colonialiste. Les réformistes et opportunistes de gauche s'en prennent ici à celles et ceux qui pensent que le sionisme a des agents bien placés dans les gouvernements impérialistes occidentaux, ce qui expliquerait le soutien inconditionnel de ces puissances et notamment de l'impérialisme dominant au massacre perpétré par Israël. Ce n'est évidemment pas la position du Parti Révolutionnaire Communistes. Pour nous, ce ne sont pas les sionistes qui commandent à Washington, mais c'est, bien au contraire, Washington qui commande aux sionistes et à l'État d'Israël, qui est son

affidé au Moyen Orient, chargé de contrôler le pétrole et le gaz et de veiller à la division du monde arabe. Les USA ont pris, en 1944, le relais de l'impérialisme britannique, concepteur en 1907 de l'État tampon de l'Occident au Proche Orient, utilisateur dès 1917 du sionisme pour réaliser ce projet. Nous faisons nôtre la formulation de Georges Ibrahim Abdallah : « *l'entité sioniste, ce prolongement organique de l'impérialisme occidental* ».

Alors, que penser de ceux qui croient à l'influence du « *lobby sioniste* » ? S'il ne peut être exclu que quelques-uns soient réellement antisémites, nous pensons que l'explication générale est bien différente. Depuis la fin de l'URSS, le recul idéologique est abyssal dans notre pays. Comment comprendre la réalité du monde impérialiste quand on n'a pas les outils du marxisme, la grille de lecture de la lutte des classes ? Celles et ceux qui voient le massacre à Gaza, les brimades, dépossessions et tueries en Cisjordanie jour après jour peuvent difficilement comprendre le soutien continu des impérialistes occidentaux à Israël le génocidaire, notamment l'approvisionnement continu en armes et munitions. Alors, ils cherchent des explications, celle de l'influence d'un lobby juif, bien qu'erronée, apparaît vraisemblable, surtout avec le président actuel des USA, Biden, un proche de longue date des sionistes. Tout le monde ne connaît pas la déclaration Balfour de 1917, ni l'histoire de la Palestine mandataire de 1919 à 1948 ! Il faut patiemment expliquer, apporte des éléments, notamment de l'histoire plutôt qu'accuser d'antisémitisme des défenseurs de la cause palestinienne.

On ne peut défendre la cause palestinienne en reprenant le discours dominant des sionistes !

Relayer, comme le font l'UJRE et l'appel des 50, l'idée du massacre du 7 octobre et les accusations de viols, proférées par le seul État d'apartheid, sans preuve, sans témoin est se situer dans le camp des colonisateurs. Ne pas tenter de discuter ces affirmations gratuites, de douter de l'idéologie dominante, à l'instar de ce que conseillait Marx, c'est accepter et répandre le discours de l'occupation.

Surtout quand on a affaire à l'État d'Israël, dont tous les dirigeants, au fil de son histoire, ont menti. Nous avons évoqué le mensonge original : « *Un peuple sans terre pour une terre sans peuple* », il gangrène depuis 1948 la parole de tous les gouvernants israéliens. A ceux qui pensent que la gauche israélienne aurait des positions moins coloniales que celles de la droite et des fascistes, nous rappelons ces mots de Golda Meir, première ministre travailliste, en 1969 : « *On nous demande de libérer les territoires occupés, mais il n'y a rien de tel, le peuple palestinien n'existe pas.* ». Le mensonge, c'est aussi celui de 1948, où Ben Gourion et ses amis se moquent de la résolution de l'ONU partageant la Palestine mandataire, conquièrent le Neguev pour avoir un accès à la Mer Rouge, partageant ainsi ce qui restait de Palestine en deux parties non contiguës et s'emparant unilatéralement de 76 % du territoire et non de 51, comme prévu par l'ONU. Le mensonge, c'est surtout celui de l'existence d'un peuple juif, l'idée que les ashkénazes seraient des descendants des Hébreux exilés après 79 dans une soi-disant diaspora dont tous les historiens honnêtes, y compris israéliens comme Schlomo Sand, savent que c'est une invention destinée à tisser le continuum religieux. Les colons israéliens venus d'Europe centrale ou orientale sont des descendants des Khazars ou des peuples slaves que ces derniers avaient soumis. Les Khazars, peuple turc, ont bâti, de la fin du VII^{ème} au début du XII^{ème} siècle un empire qui, à son apogée, comprenait un vaste territoire qui semblerait correspondre à ce que sont aujourd'hui le sud de la [Russie](#), l'[Ukraine](#), la [Crimée septentrionale](#), le [Kazakhstan](#) occidental et plusieurs régions de [Transcaucasie](#) telles que les États actuels d'[Azerbaïdjan](#), de [Géorgie](#) et d'[Arménie](#). Ils se sont convertis au judaïsme dont ils ont fait une religion d'État, convertissant aussi une partie de leurs vassaux de populations slaves et turques, voire arméniennes.

Mensonge encore avec les accords d'Oslo. Israël a obtenu l'arrêt de la Résistance armée palestinienne contre le plat de lentilles d'un État qui n'a jamais vu le jour et se révèle être un bantoustan aux ordres de la puissance coloniale. Super mensonge enfin avec Netanyahu, déclarant lors du congrès sioniste mondial en 2016 qu'Hitler n'avait pas voulu le génocide des juifs, mais que c'était le grand mufti de Jérusalem qui lui en avait soufflé l'idée.

Quiconque n'évoque pas la nature coloniale d'Israël ne défend pas la cause palestinienne !

Or, comme le dit l'UJFP, aucun de ses détracteurs n'évoque la nature colonialiste de l'État d'Israël. Les barricades n'ont que deux côtés, dans une guerre coloniale, on ne peut pas être à la fois avec les colonisateurs et avec les opprimés, choisis ton camp, camarade !

La négation du caractère colonial de l'État sioniste et de la guerre en cours sert évidemment les intérêts des impérialistes occidentaux et de leur carte maîtresse au Proche Orient. Elle sert surtout à dédouaner le sionisme de son caractère profondément colonialiste, nous l'avons vu plus haut avec un extrait de la tribune des 50. Enfin, elle sert à dédouaner les Israéliens de leur responsabilité dans cette affaire. Marx disait « *Un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre* », c'est ce à quoi nous assistons. A part les antisionistes, tous les Israéliens semblent derrière Netanyahu pour réclamer le nettoyage ethnique de la Bande de Gaza et l'absence d'État palestinien. Et comment ne pas voir en quoi organiser un festival de musique à quelques lieues de la cage que constituait la

bande de Gaza est une provocation, teintée de mépris colonial et d'ignorance volontaire du sort des opprimés ?

L'UJRE, dans son pamphlet pour la défense d'Israël, écrit : « *Si nous considérons que les citoyens israéliens, qu'ils soient juifs ou arabes, sont "membres" d'un État colonial et fasciste, comme l'écrit l'UJFP, il devient donc légitime pour combattre cet État d'en éliminer le plus de membres possibles !* ». Cela démontre d'abord la méconnaissance profonde de la nature d'Israël, et notamment du fait que les arabes israéliens y sont des citoyens de seconde zone, considérablement brimés depuis 1948 et encore plus depuis le 7 octobre. C'est ensuite passer à côté de la question coloniale et de la responsabilité des Israéliens, comme celle des colons français en Algérie. Combattre l'État colonial ne signifie pas éliminer les Israéliens, mais détruire l'État en question tel qu'il existe, le remplacer par un État d'une autre nature.

Or, cela semble au-dessus des forces des courants sociaux-démocrates de concevoir et exprimer cela. Comme le dit Georges Ibrahim Abdallah : « *Rares sont les voix, dans l'intelligentsia social-démocrate, qui rappellent aux thuriféraires du système que l'occupant colonialiste n'a aucune légitimité. L'occupation et l'armée de l'occupation avec tout ce qu'elle charrie dans son sillage, sont complètement illégitimes. Par contre, la Résistance à l'occupant sous toutes ses formes, est la plus légitime et noble expression du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes"* ».

La diabolisation du Hamas est une position anti-palestinienne et néo-colonialiste

Voici ce qu'en dit l'UJRE : « *De l'autre, un groupe terroriste fasciste, financé par des États islamiques, qui tient toute la population de Gaza sous son diktat et dont le rêve absolu est de rayer Israël de la carte en jetant les juifs à la mer. Aucune personne sensée et a minima objective ne peut prétendre que cette organisation milite pour le droit des Palestiniens à disposer d'un État libre et indépendant.* ».

Nous avons dit ce que nous pensions de celles et ceux qui, en France ou ailleurs, au nom de l'idéologie des Lumières, s'arrogent le droit de décider qui est un Résistant palestinien et qui ne l'est pas et relaient sans une image d'Épinal sur le Hamas brimant la bande de Gaza, sous-entendu utilisant des boucliers humains. Outre l'ignorance du réel, cela prolonge le déni de l'État colonial et relève d'une position néo-colonialiste !

Quand-aux 50, ils vont encore plus loin : « *Alors que nombre d'organisations ont rappelé, à raison, l'importance de contextualiser l'attaque du 7 octobre, de la situer dans le cadre d'un peuple soumis à une politique d'extrême-droite israélienne meurtrière et mortifère, celles-ci n'ont pas vu, ou n'ont pas voulu voir, la contextualisation et la filiation directe entre l'antisémitisme fondamental du Hamas d'un côté et le choix du mode opératoire de l'autre.* ». Nous remarquons une nouvelle fois que la caractérisation est celle d'une politique d'extrême-droite et pas d'un État colonial, mais surtout que cela s'inscrit dans la logique des torts partagés.

Que signifie contextualiser le Hamas ? Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, il s'agit d'analyser ce qu'est cette organisation, sans lui dénier le droit à faire partie de la résistance, rôle qui lui est accordé par la population palestinienne et l'ensemble des autres organisations palestiniennes. Nous l'avons déjà écrit : le Hamas a été créé par les Frères Musulmans. Aujourd'hui, le Hamas, c'est au moins trois organisations.

La frange du Hamas en exil au Qatar, celle des Khaled Mechaal et Ismail Haniyeh, est une filiale des fascistes islamistes, soutenue et financée par le Qatar. Au moment des opérations impérialistes de déstabilisation du régime baasiste en Syrie, dans les années 2010, Mechaal et ses amis avaient quitté Damas pour Doha et affiché leur solidarité avec le bloc USA/Israël et leurs sbires des milices fascistes islamistes pour détruire la Syrie. C'est à ce moment-là que s'est constituée une fracture nette au sein du Hamas. Certains, notamment la branche militaire de Gaza, formée en partie par le Hezbollah, étaient dans l'autre camp. Depuis, il est indéniable que les branches politique et militaire du Hamas à Gaza ont adopté une ligne nationaliste, au sens du nationalisme arabe. Yahya Sinwar et Abu Obaida ont bien plus à voir avec Nasser qu'avec les Frères Musulmans.

Pour autant, le Parti Révolutionnaire Communistes n'est pas d'accord avec l'orientation islamiste du Hamas. De plus, nous avons souvent écrit sur les dangers que recèle un mouvement de libération nationale dirigé par la Bourgeoisie nationale que représentent à la fois le Fatah et le Hamas. Néanmoins, aujourd'hui, nous pensons que la priorité est la libération de la Palestine et qu'elle passe par l'union de toutes les organisations palestiniennes, y compris le Hamas. Et cette union doit se faire dans la voie de la résistance, sans compromis avec l'occupant, en ce sens, les protagonistes des 5 mouvements qui ont organisé l'attaque du 7 octobre ont montré la voie.

Le collectif des 50 tente aussi de jeter le discrédit sur l'attaque du 7 octobre en s'attachant au profil politique des victimes, notamment dans les kibboutz, où l'on ne sait quelle part a pris l'armée israélienne : « *ces organisations n'ont guère prêté attention au fait que le Hamas s'en est largement pris à des kibboutzim qui abritaient, c'est un fait connu, des militants de gauche, engagés pour la paix et la reconnaissance des droits des Palestiniens.* ». Il est important de signaler que de forts contingents militaires étaient présents dans les kibboutz, qu'un des généraux présents a fait appel à l'aviation. Mais surtout, on peut éclairer cette question à la lumière d'un extrait du film

« *Sections spéciales* » de Costa Gavras. Les militants communistes de la Résistance s'interrogent sur une nouvelle directive de l'état-major des FTP qui constitue un tournant : tuer des officiers allemands. L'un d'eux a un doute : « *Parmi ces gens que nous prendrons pour cible, il y a certainement des antifascistes.* ». Le futur colonel Fabien lui répond : « *Ce sont peut-être des antifascistes chez eux, mais, ici, ce sont des occupants.* ».

La chimérique solution à deux États permet d'occulter la responsabilité de l'État colonial d'Israël

Notons d'abord que cette idée, ou celle du droit à la sécurité d'Israël relèvent de la philosophie des torts partagés. Ensuite, elle s'affranchit d'une analyse du processus d'Oslo et de ses conséquences. Comme le dit le communiqué de l'UJFP : « *Quand les principaux mouvements de résistance étaient le Fatah et le FPLP, ils ont favorisé la montée du Hamas. Les accords d'Oslo se sont révélés être une vaste supercherie. La division palestinienne avec deux gouvernements rivaux a été voulue par l'occupant. La victoire électorale du Hamas en 2006 est une conséquence de l'occupation et de la colonisation.* ». Il est important de noter que le FPLP est revenu à sa position initiale (résistance armée ou non et un seul État laïque) et a suspendu sa participation à l'OLP, tandis que la branche armée du Fatah, qui soutient Marwan Barghouti, s'est prononcée également, comme le célèbre prisonnier pour une union de toutes les organisations palestiniennes. La démission récente du premier ministre de l'Autorité Palestinienne est un geste qui va dans le bon sens.

Elle occulte la force de la Résistance palestinienne. Comme le dit Georges Ibrahim Abdallah : « *En dépit de cette agression génocidaire de grande envergure contre Gaza ces jours-ci, où aux dizaines et dizaines de milliers de martyrs et des blessés s'ajoute la terrible destruction généralisée à tout l'espace habitable de Gaza, la résistance reste inébranlable, protégée et adoptée par les masses populaires. Gaza ne portera jamais le drapeau blanc de la capitulation... Ni les sionistes ni aucune force criminelle ne réussiront jamais à briser la volonté de la résistance à Gaza.* ».

Et surtout elle fait l'impasse sur le fait que la guerre est née de la proclamation unilatérale de l'État d'Israël. De là viennent la Naqbah de 1948, les déportations de Palestiniens, l'occupation de 1967, la complicité d'Israël dans le massacre de septembre noir en 1970 ou dans celui de Sabra et Chatila en 1982, le blocus et les guerres meurtrières contre Gaza à partir de 2006, et le génocide actuel. Ne pas admettre cela revient à être dans le camp des occupants, des colonialistes.

A partir de ce constat, la position du Parti Révolutionnaire Communistes est claire. Il ne s'agit pas de « *jeter les Juifs à la mer* », mais d'en finir avec un État d'apartheid, théocratique, lui-même intitulé « État-Nation du peuple juif ».

C'est pourquoi, nous soutenons les revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien : fin de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés, formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire.